
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51582

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Paul-Joachim HEINIG, *Reichsstädte, Freie Städte und Königtum 1389-1450. Ein Beitrag zur deutschen Verfassungsgeschichte*, Wiesbaden (Steiner) 1983, VIII-439 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz Abteilung Universalgeschichte, Bd. 108. Beiträge zur Sozial- und Verfassungsgeschichte des Alten Reiches, 3).

L'Institut d'histoire européenne de Mayence vient d'éditer dans le cadre de ses publications une étude fondamentale sur les relations réciproques entre les villes impériales, les villes libres et la royauté à la fin du moyen âge. Il s'agit d'une reprise très amplifiée de la thèse de doctorat que P. J. Heinig avait présentée en 1978 à l'Université de Giessen et qui avait obtenu le prix de la meilleure thèse dans la section »Dr. phil. und Dr. rer. soc.«.

Pour son étude l'auteur a choisi huit des douze à quinze principales villes que comptait à la fin du moyen âge l'ancien empire germanique: Augsbourg, Cologne, Francfort, Mayence, Nuremberg, Ratisbonne, Strasbourg et Ulm. Il analyse les fondements de la royauté germanique et démonte les rouages des relations de celle-ci avec les villes à la fin du XIV^e et pendant la première moitié du XV^e s. Il examine successivement les fonctions des villes par rapport à la royauté et les fonctions de cette dernière par rapport aux villes. Il constate que la notion d'»intérêts« joue un rôle capital dans l'histoire des relations réciproques. De la qualité de celles-ci dépendait l'efficacité de la politique royale dans l'Empire. En effet, les villes et leurs bourgeois constituaient les assises financières de la royauté et étaient des intermédiaires obligés dans la transmission des ordonnances royales et des nouvelles de la cour. Quant au roi, il lui revenait entre autres d'assurer la protection des villes, de recevoir les délégations urbaines, de confirmer et de garantir les privilèges des villes, de distribuer des bénéfices aux bourgeois influents pour s'assurer de leurs fidèles services et d'être ainsi le promoteur de leur ascension sociale. En plus il lui revenait d'exercer la justice suprême dans l'Empire. L'auteur insiste sur l'importance des relations commerciales et bancaires des villes qui étaient souvent déterminantes dans les rapports réciproques: le roi avait besoin du soutien financier des villes et celles-ci avaient besoin de la confirmation de leurs privilèges. Quant à la notion de villes impériales et de villes libres, elle recèle un grand nombre d'aspects particuliers, et les interprétations diverses dont elle fut l'objet remontent déjà à la fin du moyen âge. Il est certain que les villes impériales acceptaient une dépendance plus étroite du roi que les villes libres. Mais en fin de compte la souveraineté de ces dernières était toute relative. La qualité de leurs rapports avec le roi dépendait autant de leurs intérêts particuliers que de l'objectif de la politique royale. Parmi les huit villes étudiées, Nuremberg occupe une place de choix. Elle était un lieu de séjour préféré de tous les souverains; ses marchands-banquiers venaient à leur aide lorsqu'ils se trouvaient sans ressources. Nuremberg était aussi la ville où se réunissaient le plus grand nombre de Diètes. La fréquentation de celles-ci avait un double intérêt pour les villes: d'une part, c'était une occasion pour s'informer des intentions du roi à leur égard, d'autre part elles avaient la possibilité de défendre leurs intérêts particuliers: il s'agissait notamment d'empêcher toute augmentation de leurs obligations financières et de limiter les ingérences royales susceptibles de restreindre leur autonomie. Mais le succès de leurs interventions à la cour du roi dépendait beaucoup des appuis dont elles disposaient auprès du personnel: favoritisme, corruption même n'étaient pas exclus. Ainsi, l'auteur pense que le changement de personnel intervenu sous Frédéric III n'était pas étranger à la profonde crise qui s'était produite dans les relations entre la royauté et les villes entre 1440 et 1450: même Nuremberg commençait à se distancer du roi. Celui-ci ne savait pas profiter du conflit qui avait éclaté entre les villes et les princes pour asseoir et augmenter sa propre efficacité dans l'Empire. Aussi la crise du milieu du siècle inaugure-t-elle un changement radical dans l'histoire des relations entre les villes et la royauté. Elle constitue aussi une césure dans l'histoire institutionnelle de l'Empire. Ce rapide survol de quelques points forts du volume montre sa richesse et son grand intérêt pour l'histoire institutionnelle de l'Empire germanique.

En annexe l'auteur a publié un intéressant relevé des impôts annuels payés par les villes de Francfort, Augsbourg, Ulm et Nuremberg entre 1389 et 1450. Malgré ses lacunes, cette statistique fait clairement ressortir que la contribution financière de Nuremberg était nettement supérieure à celle des trois autres villes. Un autre tableau, consacré à la fréquentation des Diètes royales par les villes sous les règnes des rois Wenceslas, Robert et Sigismond, met en lumière le peu d'assiduité des villes libres, notamment de Cologne et de Mayence, à fréquenter les Diètes. Enfin, dans la liste alphabétique des bourgeois de Nuremberg, bénéficiaires de fiefs d'empire entre 1378 et 1450, se reflète le soutien financier apporté aux différents souverains par les marchands – banquiers de la ville.

En résumé l'on peut dire que cette contribution neuve et enrichissante éclaire les nombreux aspects particuliers des relations entre villes et royauté vers la fin du moyen âge. Elle montre combien la politique résultait de forces diverses fondées certes sur les réalités politiques et économiques mais surtout sur les intérêts spécifiques des protagonistes.

Une importante bibliographie (29 pages) et une table alphabétique des noms de personnes et de lieux terminent l'ouvrage et en facilitent grandement la consultation.

François Joseph FUCHS, Strasbourg

Ilja MIECK, Die Entstehung des modernen Frankreich 1450 bis 1610. Strukturen, Institutionen, Entwicklungen, Stuttgart usw. (W. Kohlhammer) 1982, 316 S.

Der Verfasser, bekannt u. a. durch seine Einführung in die »Europäische Geschichte der Frühen Neuzeit« und durch Untersuchungen zur Bartholomäusnacht, weist einleitend auf die von den »Annales«-Historikern ausgehenden Impulse hin. Er gliedert sein Buch in fünf Teile: Raum und Bevölkerung, Wirtschaft und Gesellschaft, Verfassung und Verwaltung, Kultur und Religion sowie Diplomatie und Krieg.

Die Bevölkerungsentwicklung liefert die zeitliche Abgrenzung zum Mittelalter: Um 1450 war der Tiefpunkt der demographischen Depression erreicht (S. 39). Es begann eine *renaissance démographique*, eine *renaissance agricole* (S. 67) und eine Erholung von Handel und Gewerbe (S. 119). Ab 1560/70 folgte wieder eine Phase der Stagnation und von 1575 bis 1595 eine »*crise générale*, deren ungeheure Wucht sich durch die Kombination demographischer, ökonomischer, sozialer, politischer und religiöser Krisenfaktoren erklärt« (S. 120).

Für die Zeit um 1560/70 spricht Mieck mehrfach von einer Blockierung der französischen Gesellschaft (S. 39, 52, 84, 93, 100) und führt darauf letztlich auch die Verschärfung des Armenproblems und des Bandenwesens in den Städten und der Unruhen bei der bäuerlichen Bevölkerung zurück. Der Abschnitt über die Bauernrevolten faßt die Ergebnisse der französischen Forschungen gut zusammen. Nachzutragen wäre nur, daß Emmanuel Le Roy Ladurie, *Karneval in Romans*, Stuttgart 1982, inzwischen auf deutsch erschienen ist.

Die Frage, ob in der zweiten Hälfte des 16. Jh. der Aufstieg in den Adelsstand seltener wurde, wird offengelassen und muß als ungelöstes Problem der französischen Sozialgeschichte gelten (S. 153/54). Das Kapitel über die privilegierten Stände führt ausgezeichnet in den Stand der Forschung zur sozialen Mobilität im 16. Jh. ein. Wichtig ist, daß Mieck genau zwischen *gentilshommes*, *écuyers* und *nobles hommes* unterscheidet (S. 145). Ein Hinweis auf einen Aufsatz von Kuno Böse (*FRANCIA* 1978, S. 577–91) und ein Buch von Madeleine Foisil (*Le Sire de Gouberville*, Paris 1981) wäre sinnvoll.

Die Jahreszahl 1610 als Ende der Darstellung ist der politischen Geschichte entnommen. Die Ermordung König Heinrichs IV., auch von Roland Mousnier als epochemachendes Ereignis gesehen, beendet nach Mieck eine lange politische Entwicklung: »Was in den anderthalb Jahrhunderten von Ludwig XI. bis zu Heinrich IV. . . . erreicht wurde, verdient Beachtung: Das